

**CONVENTION N° C16SFE10**

Entre :

La Collectivité Territoriale de Corse, représentée par le Président du Conseil Exécutif de Corse, Monsieur Gilles SIMEONI, d'une part,

Et :

Le ministère de l'Éducation nationale, représenté par le Recteur de l'Académie de Corse, Monsieur Philippe LACOMBE,

Ainsi que :

L'Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public de Haute-Corse (AD PEP 2B) - N° SIRET 317 255 263 00087 - Association loi 1901 - Groupe scolaire François Amadei - rue Sainte Thérèse - 20600 BASTIA, représentée par son président, Monsieur Pascal VIVARELLI,

d'autre part,

VU le code général des collectivités territoriales, Titre II – Livre IV – IVème partie,

VU l'article L. 312-11-1 du code de l'Éducation,

VU l'article 4424.5 du code général des collectivités territoriales,

VU la loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école N° 2005-380 du 24 avril 2005, article 20,

VU « la stratégie de l'État en Corse » en date du 1<sup>er</sup> février 2004,

VU la délibération N° 15/083 AC de l'Assemblée de Corse en date du 16 avril 2015 approuvant le Plan « Lingua 2020 »,

VU la délibération N° 15/253 AC de l'Assemblée de Corse du 29 octobre 2015 portant approbation du contrat de plan État-Collectivité Territoriale de Corse 2015-2020,

VU le CPER 2015-2020 pour la Corse signé le 13 novembre 2015,

VU la délibération N° 16/053 AC de l'Assemblée de Corse du 11 mars 2016 portant approbation du règlement budgétaire et financier de la Collectivité Territoriale de Corse,

- VU la délibération N° 16/081 AC de l'Assemblée de Corse du 15 avril 2016 portant approbation du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Corse pour l'exercice 2016,
- VU la délibération N° 16/140 AC de l'Assemblée de Corse du 23 juin 2016 approuvant la convention État/CTC d'application du plan de développement de l'enseignement de la langue corse 2016-2021,
- VU la délibération N° 16/223 AC de l'Assemblée de Corse du 30 septembre 2016 approuvant la convention État/CTC/AD PEP 2B relative au financement des centres d'immersion de Haute Corse dans le cadre du CPER,
- VU le budget de l'exercice en cours,

**CONSIDÉRANT** les pièces constitutives du dossier,

**Il a été convenu et arrêté ce qui suit :**

**Préambule**

L'Assemblée de Corse a adopté par délibération N° 15/083 AC du 16/04/2015, le Pianu Lingua 2020, plan de normalisation de la langue, incluant le développement de son enseignement et de son apprentissage tout au long de la vie et le soutien aux centres d'immersion (fiche-action N° 3-I).

D'autre part, par délibération N° 15/253 AC du 29 octobre 2015, l'Assemblée de Corse a adopté le contrat de plan État-Collectivité Territoriale de Corse 2015-2020. La thématique « langue corse » a été ajoutée aux thématiques stratégiques du volet territorial du CPER.

De ce fait, ce contrat de plan, signé par l'État et la CTC le 13 novembre 2015, comprend un volet langue corse, dont l'une des actions prioritaires est d'assurer le fonctionnement et le développement des centres de séjour et d'études corses qui accueillent les classes en immersion.

Par la suite, dans le cadre de la convention entre l'État et la Collectivité Territoriale de Corse relative à l'application du plan de développement de l'enseignement de la langue corse pour la période 2016-2021, adoptée par l'Assemblée de Corse le 23 juin 2016, l'État et la Collectivité Territoriale de Corse se sont engagés à soutenir l'organisation de classes transplantées dans les « centres de séjours et d'études corses ».

**Article 1 : objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les modalités de soutien apportées par la Collectivité Territoriale de Corse et l'Éducation nationale à l'Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public de Haute-Corse (AD PEP 2B) pour l'organisation de classes transplantées en centres d'immersion linguistique, prioritairement pour les élèves des sections bilingues du premier et du second degré pour l'année scolaire 2016/2017.

Pour organiser l'activité des centres l'AD PEP 2B peut faire appel à un prestataire de services.

L'Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public de Haute-Corse (AD PEP 2B) dispose de 3 centres en Haute-Corse offrant des activités en immersion.

Ces centres d'immersion linguistique accueillent les classes ayant un projet de développement de l'enseignement de la langue corse pour des séjours d'une semaine ou de plusieurs journées réparties sur l'année scolaire.

Durant ces périodes les enfants bénéficient d'un environnement corsophone propice au bain linguistique. Ces séjours favorisent une utilisation naturelle de la langue corse à l'occasion de la pratique d'activités scolaires, artistiques, sportives ou d'étude du milieu. Il s'agit dans le cadre de la politique générale de développement de la langue corse d'un dispositif d'appui essentiel, plus spécifiquement dans le cadre de l'enseignement bilingue.

#### - SAVAGHJU (VIVARIU)

**Centre à vocation régionale**, sa capacité d'accueil est de 54 places, il peut accueillir deux classes à la fois, du primaire au secondaire (collège en complément du primaire qui reste une priorité), pour des séjours à la semaine. Il fait actuellement l'objet de travaux de mise aux normes et de rénovation qui permettront d'accroître sa capacité d'accueil. L'équipe pédagogique de l'AD PEP 2B est composée d'une directrice, de trois professeurs certifiés et d'un animateur.

Activités dominantes : pleine nature (découverte de la forêt, orientation et activités scientifiques), découverte du musée de la Corse.

L'AD PEP 2B est propriétaire de ce centre.

#### - LORETU DI CASINCA

**Centre à vocation micro régionale** (de U Borgu à Cervioni), sa capacité d'accueil est de 30 places, il accueille une classe, de la maternelle au CM2, à la journée, la classe vient souvent une fois par mois. Il dispose d'un animateur et d'un professeur certifié de corse. Activité dominante : découverte du patrimoine rural.

L'AD PEP 2B a passé une convention avec la commune pour la location des locaux.

#### - BASTIA – CAMPANARI

**Centre à vocation districale**, sa capacité d'accueil est de 30 places, ouvert en partenariat avec la mairie de Bastia, le District et le Conseil départemental de la Haute-Corse, il accueille une classe à la journée. La classe vient une fois par mois. Il dispose d'un professeur certifié.

Activités dominantes : étude du patrimoine urbain et du milieu maritime (notamment réserve naturelle de Biguglia).

L'AD PEP 2B a passé une convention avec la commune pour la mise à disposition des locaux.

### Article 2 : durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée d'un an.

Les signataires conviennent de la renouveler par avenant annuel, sur la durée du CPER.

### **Article 3 : organisation pédagogique des séjours linguistiques**

Les déplacements des élèves sont effectués dans le cadre des textes en vigueur. Placés sous l'autorité et la responsabilité de leurs enseignants, les élèves sont accueillis et encadrés par les équipes pédagogiques des centres d'immersion linguistique : professeurs certifiés LCC ou professeurs des écoles habilités, et animateurs dûment qualifiés et agréés.

Les conseillers pédagogiques LCC contribuent à la préparation et au suivi de ces actions spécifiques.

L'évaluation de l'organisation pédagogique de ces séjours est assurée par les corps de l'inspection de l'Éducation nationale.

### **Article 4 : condition de détermination du coût du programme d'immersion**

Le coût total estimé éligible du programme 2016 des trois centres précités s'élève à 509 784,00 € TTC, conformément au budget prévisionnel présenté par l'association.

### **Article 5 : conditions de détermination de la contribution financière**

Pour assurer l'accueil des élèves, le ministère de l'Éducation nationale et la Collectivité Territoriale de Corse décident de verser une participation correspondant au plan de financement arrêté d'un commun accord par les partenaires dans le cadre du budget prévisionnel présenté par l'association avant le 31 mars de l'année scolaire en cours, soit avant le 31/03/2017 pour l'année scolaire 2016/2017.

Pour l'exercice 2016, l'association a présenté le bilan 2015 et le budget prévisionnel 2016 lors de la réunion du comité de suivi du 24 juin 2016.

La Collectivité Territoriale de Corse s'engage à soutenir financièrement l'action de l'Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public de Haute-Corse (AD PEP 2B) concernant les trois centres de Haute Corse pour un montant de :

- **215 000,00 € au titre de l'exercice 2016 ;**

- afin de garantir le bon fonctionnement des centres de Haute Corse, la Collectivité Territoriale de Corse s'engage à verser avant le 31 mars 2017 un acompte de **70 000,00 €** sur la subvention 2017 qui sera arrêtée définitivement par avenant.

L'Éducation nationale s'engage à soutenir financièrement cette action pour un montant de **120 000,00 € au titre de l'exercice 2016.**

Par ailleurs, le Rectorat met à disposition de l'AD PEP :

**5 enseignants pour un coût total estimé à 300 000,00 €**

- 3 (statut : prof des écoles ou prof de corse certifié) au centre de Savaghju ;
- 1 au centre de Loreto di Casinca ;
- 1 au centre de Bastia-Campanari.

## Le plan de financement concernant les 3 centres d'immersion de Haute-Corse

CHARGES	MONTANT (€)
Charges de fonctionnement	184 500
Salaires et charges	158 498
Autres charges	109 740
Dotations aux amortissements	57 046
<b>Total charges</b>	<b>509 784</b>

PRODUITS	MONTANT (€)
Participation des familles	111 384
Subvention EN	120 000
Subvention CTC	215 000
Subvention CPO FG PEP	12 200
Subvention ADEC	
Subvention CONSEIL DEPARTEMENTAL 2B	10 000
Subvention FONJEP	7 000
Subvention Mairie U VISCUVATU	2 000
Autres produits	32 200
<b>Total produits</b>	<b>509 784</b>

La dépense prévisionnelle 2016 retenue est donc de 509 784,00 €.

### **Article 6 : modalités de versement de la contribution financière de la Collectivité Territoriale de Corse et de l'Éducation nationale**

#### **1 / Concernant la Collectivité Territoriale de Corse :**

- une subvention de 215 000,00 € au titre de 2016 est attribuée à l'Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public de Haute-Corse (AD PEP 2B) ; elle sera versée à la signature de la présente convention ;
- un acompte de 70 000,00 € sera versé à l'AD PEP de Haute Corse avant le 31 mars 2017 au titre de la subvention 2017, *sous réserve du vote des crédits de paiement au Budget primitif 2017 de la CTC.*

Cette subvention, notifiée à l'association, est imputable sur les crédits inscrits à :

Chapitre 932 – fonction 28 – article 6574 - programme 4811 F du budget 2016 de la Collectivité Territoriale de Corse.

Les crédits seront versés au compte des PEP 2B tel qu'indiqué ci-dessous.

La contribution financière de la C.T.C. n'est applicable que sous réserve des trois conditions suivantes :

- le vote des crédits de paiement par la C.T.C ;
- le respect par l'Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public de Haute-Corse (AD PEP 2B) des obligations mentionnées aux articles 1<sup>er</sup>, 7, 8 et 9, sans préjudice de l'application de l'article 13 ;
- la vérification par l'administration que le montant de la contribution financière n'excède pas le coût du programme de l'opération.

## **2 / Concernant l'État :**

Le versement de la subvention sera effectué dans la limite des crédits de paiements inscrits aux BOP de référence (140 et 141), selon les procédures comptables en vigueur au compte suivant :

*LES PEP 2B*

*CAISSE D'EPARGNE – PROVENCE ALPES CORSE*

*Compte : 11315 00001 08006339580 14*

*IBAN : FR76 1131 5000 0108 0063 3958 014*

*CAISSE D'EPARGNE PAC : 00001*

*BIC : CEPACRPP 131*

## **Article 7 : justificatifs**

La subvention accordée est destinée exclusivement à l'Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public de Haute-Corse (AD PEP 2B) pour l'opération mentionnée dans le cadre de cette convention.

L'association s'engage à respecter toutes les règles légales qui régissent la vie des organismes subventionnés ; à ce titre, elle garantira la destination des fonds indiquée par la Collectivité Territoriale de Corse et l'Académie de Corse et se tiendra disponible pour fournir, conformément aux dispositions légales et réglementaires, toutes les pièces justifiant le bon emploi des fonds.

L'association, bénéficiaire de crédits publics, veillera en particulier à utiliser fidèlement les subventions de la Collectivité Territoriale de Corse et de l'État selon les dispositions de la présente convention.

L'association s'engage :

- à fournir en fin d'exercice, au Recteur de l'Académie et au Président du Conseil Exécutif de Corse, un bilan financier certifié par un commissaire aux comptes ainsi qu'un bilan d'activités ;
- à fournir un bilan transitoire en fin d'année scolaire ;
- à fournir une synthèse des rapports d'évaluation réalisés par les corps d'inspection ;
- à fournir dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice en cours, la délibération de l'organe statutaire compétent approuvant le compte-rendu financier de l'opération.

L'association s'engage également à produire les comptes du dernier exercice clos, signés et certifiés par le président de l'association ou par un commissaire aux comptes si l'association en a désigné un, ainsi que le rapport d'activités, adoptés par l'organe statutaire compétent ;

- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif à l'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel du 08 avril 1999 ;
- à faciliter à tout moment le contrôle par la Collectivité Territoriale de Corse et de l'Académie de Corse - ou par une personne habilitée par celles-ci à cet effet - de la réalisation des objectifs, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile ;
- à informer également la Collectivité Territoriale de Corse et l'Académie de Corse en cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention.

#### **Article 8 : autres engagements**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle, sans l'accord écrit de la Collectivité Territoriale de Corse et/ou de l'État des conditions d'exécution de la convention par l'Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public de Haute-Corse (AD PEP 2B), la Collectivité Territoriale de Corse et/ou l'État peuvent suspendre, remettre en cause le montant de la subvention, ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

En matière de communication, le bénéficiaire s'engage à :

- valoriser le partenariat de la Collectivité Territoriale de Corse et de l'Académie de Corse ;
- faire figurer les logos de la Collectivité Territoriale de Corse et de l'Académie de Corse sur tous les documents promotionnels ou d'information, dossiers et articles de presse, etc.

#### **Article 9 : sanctions**

En cas de non réalisation ou de réalisation partielle de l'opération ou encore d'utilisation des crédits non conforme à l'opération, le bénéficiaire de la subvention s'engage à restituer à la Collectivité Territoriale de Corse la subvention perçue.

Dans le cas où la dépense subventionnable réalisée serait inférieure à la dépense subventionnable prévisionnelle, le reliquat de la subvention versée sera restitué à la Collectivité Territoriale de Corse et/ou à l'État.

#### **Article 10 : contrôle – évaluation**

Un comité de suivi composé des représentants de chacun des partenaires est institué pour effectuer l'évaluation administrative et financière de l'action.

Il pourra réaliser un contrôle sur place pendant et au terme de la convention.

Ce comité de suivi se réunit au moins une fois par an.

L'association s'engage à faciliter à tout moment le contrôle par le comité de suivi - ou par une personne habilitée par lui à cet effet - de la réalisation des objectifs, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

L'association s'engage à respecter toutes les règles légales qui régissent la vie des organismes subventionnés ; à ce titre, elle garantira la destination des fonds indiquée par la C.T.C et par l'Éducation nationale et se tiendra disponible pour fournir, conformément aux dispositions légales et réglementaires, toutes les pièces justifiant le bon emploi des fonds.

L'association, bénéficiaire de crédits publics, veillera en particulier à utiliser fidèlement les subventions de la C.T.C et de l'Éducation nationale selon les dispositions de la présente convention.

#### **Article 11 : condition de renouvellement de la convention**

Sur la durée du CPER, les signataires conviennent d'un renouvellement de la convention par avenant annuel.

#### **Article 12 : avenant à la convention**

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la C.T.C., l'Éducation nationale et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### **Article 13 : reversement de la subvention**

La présente décision sera déclarée caduque si, à l'expiration d'un délai de deux ans (vingt-quatre mois) à compter de sa notification, l'opération subventionnée n'a reçu aucun commencement d'exécution matérialisé par un premier versement.

Il sera également procédé à l'annulation de tout reliquat de subvention ayant reçu un début d'exécution et dont le dernier mandatement remonte à plus de dix-huit mois. L'association s'engage à procéder au reversement des sommes indûment perçues au titre d'une subvention en cas d'absence de justificatifs, d'utilisation de l'aide non conforme à la convention, de refus de se soumettre aux contrôles, d'arrêt de l'activité ou de dissolution de la structure.



#### Article 14 : résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs convenus dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure non suivie d'effet.

L'inexécution partielle ou totale de la convention ou la résiliation entraînent pour le bénéficiaire le remboursement de tout ou partie de l'aide versée par la Collectivité Territoriale de Corse au prorata de la dépense subventionnée réalisée, se traduisant par l'émission d'un titre de recette.

#### Article 15 : recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à Ajacciu, le 28 OCT. 2016  
En triple exemplaire

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE  
DE CORSE,

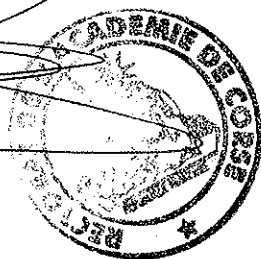
LE PRÉSIDENT DU CONSEIL  
EXÉCUTIF DE CORSE,

LE PRÉSIDENT DE L'AD PEP  
DE HAUTE-CORSE,

Philippe LACOMBE

Gilles SIMEONI

Pascal VIVARELLI



*Le directeur Général*  
**ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE DES  
PUPILES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC  
DE HAUTE-CORSE**  
Ecole F. Amadei - Paese Novu 2  
20000 BASTIA  
Tél. 04 95 32 31 19 - Fax 04 95 32 20 71

*M. TORRACIANTO*